

# TENTATIVES DE STABILISATION ECONOMIQUE AU ZAIRE

par

KASONGO MUNGANGA \*

La hausse des prix étant souvent considérée par les masses comme un indice de la mauvaise gestion, la politique anti-inflationniste et de redressement économique est devenue dans presque tous les pays d'économie de marché, la priorité des priorités. Si les pays industrialisés, plus organisés, sont déjà pour la plupart sortis de la crise, la majorité des nations en développement y pataugent encore et au lieu de prendre des mesures radicales pour la réprimer et la prévenir, se contentent des mesures palliatives la calmer.

Le Zaïre après avoir connu la période de la Zairianisation (1974) et de la radicalisation (1975) vit à l'heure actuelle l'ère de la stabilisation (depuis 1976) visant un taux de croissance positif du PIB et l'arrêt de la flambée de prix (80 % en 1976) dont les effets sont néfastes : modifications dans la répartition des revenus au profit des activités spéculatives sans grand impact sur la croissance économique à cause d'une faible valeur ajoutée (ex : le Commerce), le découragement des secteurs productifs dont les prix sont souvent contrôlés, la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs et des propriétaires de facteurs de production à rémunération fixe.

Emboitant le pas au professeur Kawata Bualum, nous dirons «qu'il n'est pas exact de croire que la hausse infernale des prix même de denrées alimentaires est dûe avant tout à un mauvais système de distribution» (1).

Des facteurs réels internes et externes à l'économie nationale se sont probablement conjugués et ont continué à alimenter et à entretenir les pressions inflationnaires.

Il importe de connaître les causes pour comprendre pourquoi dans le cas du Zaïre, les effets de tentatives de stabilisation précédentes n'ont été que de courte durée et pour évaluer les chances de succès des programmes de redressement économique en cours.

---

(\*) *Assistant à l'Université Nationale du Zaïre (Institut Supérieur de Commerce) actuellement en formation à l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) – Dakar (Sénégal).*

*L'auteur remercie Cadman ATTA-MILLS, professeur à l'IDEP, dont les remarques lui ont permis de faire des retouches dans cet article.*

## LA STABILISATION DE L'ECONOMIE ZAIROISE, NECESSITE DE TRANSFORMATIONS DE STRUCTURES ECONOMIQUES

1. Aspects généraux de la stabilisation
  11. Analyse du concept de stabilisation
  12. Facteurs de l'inflation
  13. Instruments en politique anti-inflationniste
2. Bénéficiaires et victimes de l'inflation au Zaïre
  21. Qui profite de l'inflation au Zaïre ?
  22. Qui en sont les victimes ?
3. Tentatives de stabilisation économique
  31. Tentative de 1963-1964
  32. Tentative de 1967-1968
  33. Tentative à partir de 1976
4. Nécessité de mutations structurelles économiques
  41. Transformations des structures de la production intérieure
  42. Transformations des relations économiques avec l'extérieur
  43. Transformations dans l'espace économique national.

### I – ASPECTS GENERAUX DE LA STABILISATION

#### 11. *Analyse du concept de stabilisation économique*

La stabilisation économique ne se confond pas, comme d'aucuns le pensent, avec la stabilisation des prix ; elle ne signifie pas non plus chercher à atteindre et maintenir le taux de croissance zéro. Elle est plus que cela.

Sur une longue période la croissance économique de chaque pays présente une tendance générale harmonieuse ; à court terme cependant, en l'absence des prévisions macro-économiques et d'une politique économique conjoncturelle régulatrice de mouvements économiques, l'évolution de l'économie nationale est marquée des fortes fluctuations : expansion et dépression, déflation et inflation, plus on monte plus on doit s'attendre à une chute brutale.

La politique de stabilisation de l'économie consistera à prévoir les tendances conjoncturelles et à prendre des mesures appropriées correctrices des déséquilibres pour assurer à l'économie nationale une croissance régulière et équilibrée sur une certaine période.

Ainsi donc stabiliser l'économie s'identifie à l'accroissement du Produit National dans le maintien de l'équilibre général entre l'offre et la demande globale, cet équilibre général (macro-économique) est donné par le modèle théorique suivant dérivé du modèle classico-Keynésien :

$$Y + M = C + I + G + E$$

ou encore

$$Y = C + I + G + E - M \quad (2)$$

où Y représente le PIB, C les dépenses de Consommation privée, I les dépenses d'investissements privés, G les dépenses publiques, E les exportations et M les importations.

Les termes du premier membre de l'équation (Y, M) constituent l'offre globale, ceux du second membre (C, I, G, E), la demande globale. L'excédent de celle-ci sur l'offre globale provoque des pressions inflationnistes s'extériorisant par la hausse générale des prix, le déséquilibre inverse engendre des tensions déflationnistes reconnaissables par la tendance générale à la baisse des prix et un éventuel équilibre se manifestant par la stabilité de prix.

Il importe de ne pas se leurrer de l'expression «équilibre économique» ; il n'est pas en soi un but mais un moyen d'atteindre certains résultats. D'ailleurs dans chaque unité économique, quelle que soit sa taille, il y a nécessairement un équilibre ex-post : au niveau de la Nation par exemple, tout bien produit et importé est consommé, investi ou exporté en fin de période.

En définitive ce qui importe ce n'est pas d'arriver à un équilibre (qui est inévitable) mais la manière dont cet équilibre est réalisé, car en effet l'équilibre peut ne pas correspondre aux vœux des Citoyens : «L'investissement peut avoir été sacrifié aux besoins de la consommation

Les importations peuvent avoir dépassé les exportations au point de détériorer la balance des paiements extérieurs.

Les prix peuvent s'être élevés notablement et avoir provoqué un ensemble de désordre d'origine inflationniste.

La production peut être restée en deçà de possibilités matérielles du pays. Un chômage d'une certaine ampleur peut même s'être manifesté, comme on l'observe généralement dans les phases de récession»(3).

## 12 – *Facteurs de l'inflation*

L'inflation a été définie plus haut comme étant l'excédent de la demande globale sur l'offre globale qui (excédent) se crée soit à la suite d'une augmentation de la demande non suivie d'un accroissement proportionnel de l'offre des biens et services soit comme conséquence de la diminution de l'offre pendant que la demande reste constante ou baisse dans des proportions moindres (4).

De par cette définition, les éléments générateurs de pressions inflationnistes sont de deux ordres : ceux liés au mouvement de la demande et ceux liés à la variation de l'offre.

121 — *Facteurs liés à la demande*

Il existe plusieurs faits socio-économiques influant sur l'accroissement de la demande dont les plus courants sont :

— le déficit budgétaire. L'incapacité des pouvoirs publics de couvrir les dépenses de l'Etat par des ressources normales les pousse souvent à recourir au financement monétaire sous forme d'avances à l'Etat par l'institut d'Emission et augmente la masse monétaire en circulation sans rapport avec les besoins de l'économie : le déséquilibre engendré par une vive hausse de moyens de paiements et l'inélasticité de l'offre au mouvement de demande provoque de pressions inflationnistes - c'est un cas fréquent dans les pays sous-équipés ;

— la majoration généralisée des salaires et un accroissement des coûts de matières premières ;

— La réduction du taux de réescompte et d'escompte qui rendant le crédit moins coûteux, en favorise l'expansion ;

— la persistance de la position créditrice de la balance des paiements. L'accumulation des avoirs extérieurs ayant comme corollaire la multiplication de la masse monétaire en circulation, par la création de nouveaux billets remis aux exportateurs nationaux

122 — *Facteurs liés à l'offre*

— la réduction de la production agricole imputable à des causes diverses (sécheresse, inondation, exode rural)

— la baisse de la production industrielle attribuable à des goulots d'étranglement prévisible ou imprévisible

— les restrictions des importations.

13. *Outils de politique de Stabilisation*

Le programme de redressement économique comporte des actions visant à accroître la production des biens et services et à freiner l'expansion de la demande. Les outils ci-après concernent la manière de restreindre la demande essentiellement.

131 – *Politique financière*

La politique financière s'identifie ici au domaine de la politique nationale qui se préoccupe essentiellement des recettes et des dépenses de l'Etat, des relations qui s'établissent entre ces deux flux et des conséquences économiques de ces recettes (provenant essentiellement des impôts) et de ces dépenses sur toutes les fonctions assurées de nos jours par l'Etat (5).

Elle cherche à réaliser trois objectifs : la répartition des revenus, la stabilisation et la croissance de l'économie ; elle a donc mission de stabiliser l'économie par une imposition et une affectation de recettes appropriées, cela implique que le niveau et la structure de la fiscalité et des dépenses publiques soient déterminés de façon à éliminer les fluctuations économiques.

A cet effet, le secteur étatique dégagera un surplus budgétaire (T-G) en période d'inflation pour contribuer à restreindre la demande globale, le déficit budgétaire sera l'idéal dans la phase déflatoire en vue de stimuler la demande.

C'est ce qu'on appelle « politique fiscale compensatoire (6) dont le rôle est de réaliser la stabilité économique et des prix.

Si dans les pays industrialisés la politique fiscale compensatoire réussit à réaliser le plein emploi et à juguler la hausse des prix, des possibilités sont par contre limitées en pays sous-équipés en raison des contraintes propres à ces pays et notamment une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour la vente de produits primaires non consommables à l'intérieur et pour l'approvisionnement en bien d'équipement ; plus la part relative du commerce extérieur dans le PIB est élevée (ce qui est courant pour la majorité des pays en développement), plus la politique des finances publiques est incapable d'empêcher les fluctuations économiques extérieures de se propager à l'intérieur.

Pour concilier la politique de stabilité des prix et la croissance économique, la diminution des dépenses publiques portera beaucoup plus sur les dépenses non économiques au profit des dépenses d'investissement, en d'autres termes : il s'agira de baisser globalement les charges de l'Etat tout en augmentant le taux d'investissements publiques.

En outre la structure fiscale sera aménagée de manière à éviter une aggravation de la pression fiscale sur les secteurs productifs car, comme on l'a observé en Suède (7), bien que les mesures adoptées pour accroître les impôts directs et indirects aient des effets stabilisants à court terme, il semble qu'à long terme elles aient des effets déstabilisants en favorisant une nouvelle poussée des salaires et des prix.

132 – *Politique monétaire*

La politique monétaire est un « ensemble des mesures mises en œuvre par le pouvoir central pour déterminer le volume des moyens de paiements et pour ajuster ce volume aux besoins du marché » (8).

La nécessité de l'emploi de la politique salariale a été comprise par tous les pays sous-équipés dont le Zaïre qui, comme nous le verrons a bloqué les salaires de l'administration publique et lié le taux d'augmentation des salaires au taux d'accroissement de la productivité pour les travailleurs du secteur industriel.

C'est ici cependant que surgissent les difficultés : la liaison salaire-rendements bien que valable sur le plan économique, s'oppose néanmoins à la notion de justice sociale : un taux d'augmentations des salaires plus rapide et plus élevé dans les secteurs à productivité élevée est mal digéré par les travailleurs engagés dans les entreprises marginales, ces derniers seront tentés de faire des revendications salariales pour sauvegarder leur rang social. En face d'un tel problème les pouvoirs publics chercheront un compromis en limitant les accroissements exceptionnels de bénéfices (cfr taxes conjoncturelles) et les salaires (autorisation préalable) dans les entreprises favorisées par des événements conjoncturels et en incitant les autres à travailler davantage pour mériter les avancements de traitements.

Comme dans les cas précédents la limite de la politique salariale en pays sous-équipés provient de leur ouverture grandissante au commerce extérieur : lorsque les prix et les salaires augmentent à l'étranger, il est presque impossible de les empêcher de se répercuter à l'intérieur d'une économie extravertie où les secteurs vitaux travaillent pour l'étranger dont dépend par ailleurs le gros des biens d'équipement et de la consommation des classes dominantes.

#### 134 – *Politique économique extérieure*

La stabilisation économique implique certes l'équilibre macro-économique mais en même temps les autorités politiques recherchent aussi la réalisation de l'équilibre extérieur.

Les actions en vue d'atteindre l'équilibre extérieur sont fonction du type de déséquilibre macro-économique, dans le cas du Zaïre et de beaucoup de pays sous-équipés, il s'agit d'un déséquilibre caractérisé par l'inflation et le déficit extérieur, d'où les principales mesures appropriées sont les politiques monétaires et budgétaires restrictives visant une diminution de la demande qui à son tour favorisera la baisse des importations et ainsi on assistera à la disparition progressive du déficit extérieur.

En plus de ces deux mesures, il sera appliqué une politique protectionniste adaptée aux circonstances et dont les principales techniques sont :

– le renforcement du tarif douanier dont l'incidence financière allège le déficit budgétaire et économise les devises, sur le plan économique les activités productives sont stimulées au détriment des importations.

– le contingentement : le tarif douanier n'étant qu'une mesure d'incitation inopérante pour certains produits dont la demande est inélastique à la hausse des prix, il sera recommandé le recours aux mesures autoritaires en plafonnant les dépenses en devises ou les quantités des produits admises à l'importation.

– le contrôle des changes. Ce moyen est courant dans presque toutes les économies en difficulté de paiement extérieurs : les autorités monétaires réglementent l'offre et la demande des devises et réajustent le taux de change ; le réajustement ira dans le sens de la dévaluation pour promouvoir les exportations et freiner les importations.

Toutefois les mesures réglementaires (droits de douane, contingentements) décourageront les exportations des produits dont la demande intérieure n'est pas encore satisfaite et limiteront les biens de première nécessité non produits localement.

## II – BENEFICIAIRES ET VICTIMES DE L'INFLATION AU ZAIRE

L'inflation est un phénomène économique qui déstructure le système social en tant que cohérent de structures politiques, sociales, économiques, etc. Il opère une nouvelle répartition des revenus en pratiquant le transfert de ceux-ci de certaines classes sociales à d'autres privilégiées.

C'est aussi le cas au Zaïre où l'inflation a créée de nouveaux riches en appauvrissant certaines couches de la population.

### 2.1. *Qui profite de l'inflation au Zaïre*

#### 1. *Les importateurs*

La persistance de l'inflation a engendré deux conséquences : les prix intérieurs par rapport aux prix extérieurs ont connu une hausse relative élevée et ensuite la monnaie locale s'est considérablement dépréciée vis-à-vis des autres monnaies étrangères.

Dans une telle situation, les importateurs Zaïrois sont doublement avantagés. Ils achètent les devises étrangères en vue de financer leurs achats à un cours officiel sensiblement inférieur au cours réel constaté sur le marché parallèle.

D'autre part, ils effectuent leurs achats à des prix relativement bas dans la mesure où le taux d'inflation en Europe est de loin inférieur au taux d'inflation au Zaïre (10% contre 100% à peu près) et ils écoulent leurs produits sur le marché national aux prix courants réalisant ainsi une marge bénéficiaire dépassant parfois 200%. Le contrôle des Affaires Economiques s'est révélé inefficace en raison notamment de la prolifération des intermédiaires en relation d'affaires avec les importateurs.

## 2. *Les autres commerçants*

Eux aussi réalisent des profits exceptionnels de deux manières : les commerçants corrects, non spéculateurs, vendent les produits aussitôt achetés en incorporant une marge bénéficiaire ( 20 %) au prix de revient ; mais avec l'inflation, le prix de revient est en continuelle augmentation, d'où le revenu (ou) mieux le bénéfice résultant de l'application de 20 % est lui aussi en croissance continue ; en d'autres termes le bénéfice est indexé au taux d'inflation. Par contre pour les commerçants malhonnêtes, le bénéfice commercial est plus qu'indexé : avec des hausses rapides des prix sur les marchés, le stockage des marchandises pendant une période de quelques mois créera au moment de la vente des profits énormes dépassant 100 %.

## 3. *Les trafiquants de devises*

Cette activité est exercée par ceux qui ont des affinités avec les agents du système bancaire ou avec des hommes politiques.

L'écart permanent entre les cours des monnaies au marché officiel et au marché noir permet à ceux qui en ont les moyens d'acheter les devises à un bon prix au système bancaire et de les vendre à un prix élevé sur le marché parallèle.

Les dévaluations successives au Zaïre ne sont pas encore parvenues à annihiler le marché parallèle.

## 4. *Emprunteurs*

La détérioration incessante du pouvoir d'achat interne de la monnaie favorise les emprunteurs dont les dettes sont libellées en monnaie locale. C'est pour cette raison que beaucoup de gens avertis ont introduit des demandes de crédit dans les institutions financières pour des prêts à moyen et long terme. Même sans avoir des appuis politiques, bien d'individus ont ainsi pu obtenir des crédits parce que, par manque de produits sur les marchés, certains agents économiques (ménages) ont dû placés leurs épargnes.

Les emprunteurs sont bénéficiaires dans la mesure où, au moment du remboursement, les sommes remboursées, en termes réels, n'auront qu'un léger pourcentage de leur valeur.

### 2.2 *Qui en sont les victimes ?*

#### 1. *Entreprises d'exportation*

Pour les entreprises, il y a sur le territoire national un relèvement de leur prix de revient imputable à la hausse des coûts des facteurs de production locaux tels les matières premières locales. Les transports et éventuellement la main-d'œuvre car il y a quand même une certaine majoration des salaires bien que à un rythme inférieur au taux d'inflation.

Ce gonflement de dépenses d'exploitation a amenuisé les taux de rentabilité dans la mesure où, en même temps, les prix de vente déterminés sur le marché mondial et libellés en devises, ne sont pas influencés par l'inflation.

D'autre part les recettes de vente (les devises) sont échangées au marché officiel où leur cours est sous-estimé.

Vu cet état de choses, l'Etat a dû recourir souvent à la dévaluation pour encourager ces entreprises, d'autant plus qu'en fait le plus grand perdant à travers les entreprises d'exportation c'est l'Etat lui-même, actionnaire principal si non unique de la plupart de ces entreprises.

## *2. Consommateurs et salariés locaux*

C'est la classe sociale qui souffre le plus durement de l'inflation, elle en encaisse tous les coups.

Les consommateurs subissent la hausse des prix et des produits locaux et des produits importés par suite de certaines dévaluations ou même par l'effet de la loi de l'offre et de la demande dans un pays en crise de produits.

Les salariés, convaincus que malgré leurs revendications, les salaires ne seront jamais indexés à l'indice général des prix, se débrouillent en pratiquant un petit commerce même illicite ou en cumulant des fonctions. Malgré tout cela, leur situation alimentaire est dramatique, beaucoup d'entre eux n'arrivent plus à nouer les deux bouts du mois.

## *3. Investisseurs extérieurs et épargnants intérieurs*

L'inflation a découragé les investissements en provenance de l'extérieur ; les capitaux qui entrent dans le pays sont en effet évalués à un cours sous-estimant les devises étrangères si bien que la valeur des équipements est faible et par conséquent aussi les amortissements ultérieurs ; de même pour les capitaux financiers, la contrepartie en monnaie locale sera faible.

Le problème est aussi préoccupant pour les épargnants locaux qui voient la valeur de leurs placements rongée par une continuelle détérioration monétaire, le taux d'intérêt de loin inférieur à l'indice des prix, est devenu très insignifiant.

## *4. L'Etat lui-même*

Les difficultés des exportations et l'encouragement des importateurs ont rendu la Balance Commerciale déficitaire et puisque le déficit est devenu persistante il s'en est suivi une aggravation de l'endettement extérieur : 1.475,6 millions de Zaires comme dette publique extérieure au 31 décembre 1975 contre 1.265,7 millions en 1974, soit un accroissement de 15,2 % (B.Z. Rapport 1975).

### III — TENTATIVES DE STABILISATION DE L'ECONOMIE AU ZAIRE

Grossomodo les politiques de stabilisation au Zaïre visent à redresser une situation caractérisée par une forte inflation interne (80 % en 1976) et par un grave déficit extérieur.

Pour une telle situation, les principaux outils de la politique de stabilisation sont généralement comme dit plus haut des politiques monétaires et budgétaires restrictives pour parvenir à un équilibre macroéconomique tout en réalisant en même temps les équilibres intérieur et extérieur.

#### 31. *Tentative de 1963–1964*

##### 311 — *Origine de l'inflation*

Trois facteurs principaux sont à la base de l'inflation de 1960–1963 : l'expansion des revenus, le déficit budgétaire, la régression continue de l'offre nationale.

##### 1) *L'expansion des revenus*

Après l'indépendance une lutte acharnée entre différents groupes sociaux fut engagée pour s'approprier la meilleure part du «gateau» National pour ne pas dire Revenu National. Les avantages accordés à un groupe engendraient aussitôt des revendications des autres groupes, d'où il s'ensuivit des majorations salariales massives et successives, des promotions statutaires dictées par des impératifs essentiellement socio-politiques.

«Chaque avantage important acquis par un ou plusieurs groupes a bientôt suscité l'envie de groupes concurrents qui ont revendiqué et obtenu avec plus ou moins de succès selon les forces en présence, des avantages semblables.

Cette émulation entre groupes a propagé les hausses de salaires d'autant plus facile qu'il existait des repères indiquant clairement la position de chaque groupe : salaire minimum légal, base de l'échelle barémique» (9).

##### 2) *Le déficit budgétaire*

A un accroissement faible de recettes fiscales, s'oppose une forte augmentation de dépenses publiques imputables à la politique d'expansion de revenus ; cette situation engendra le déficit budgétaire considérable à tel point que 50 % de dépenses publiques étaient couvertes par le financement monétaire.

Cette expansion monétaire, en face d'une offre nationale pas seulement inélastique mais en continue régression ne pouvait qu'engendrer la hausse générale des prix.

**Evolution des Finances Publiques de la République du Congo, 1960—1962**

(en millions de Francs CFA)

	1960		1961		1962					
	2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre				
	Montant	en %	Montant	en %	Montant	en %				
Dépenses globales	5.619	100	5.647	100	7.667	100	8.837	100	8.800	100
Recettes ordinaires	1.757	31,3	18,3	32,1	2.071	27	2.405	27,2	3.231	36,7
Déficit	3.862	68,7	3.834	67,9	5.596	73	6.432	72,8	5.569	63,3

Source : I.R.E.S. Lovanium : Indépendance, inflation, développement.

L'économie Congolaise de 1960 à 1965, Paris—La Haye, Mouton, 1968.

Chap. I : H. LECLERP : «L'inflation, sa cause : le désordre des finances publiques» page 73.

### 3) *La baisse de l'offre nationale*

L'offre sur le marché intérieur a deux origines :  
la production locale et les importations.

La guerre civile après l'accession à l'indépendance, la suppression des cultures obligatoires et le départ massif des colons et industriels blancs ont provoqué une chute vertigineuse du Produit Intérieur Brut.

D'autre part la diminution des exportations à la suite de la diminution du PIB restreignait sensiblement notre capacité d'importation.

#### 212 – *Politiques utilisées*

Trois types de mesures furent prises :

– une profonde dévaluation accompagnée d'un double taux de change. La dévaluation du 9 novembre 1963 et le double taux de change (conséquence des déséquilibres intérieur et extérieur se traduisant par une hausse vertigineuse des prix et l'aggravation du déficit de la Balance des Paiements) étaient destinés « à stimuler les exportations à compenser substantiellement l'effet inflationniste de déficit budgétaire en procurant de nouvelles recettes publiques ou plutôt à comprimer dans les limites raisonnables et admissibles les propensions marginales à importer » (10).

– le blocage des crédits bancaires pour éviter qu'une inflation bancaire ne se substituât à l'inflation budgétaire (10)

– l'amélioration du rendement fiscal.

#### 213 – *Résultats obtenus*

Dans le premier temps, les poussées inflationnistes se restreignirent d'une part en raison de la diminution de la demande résultant de la compression des dépenses publiques et de la création de nouvelles liquidités publiques procurées par l'établissement d'un double taux de change et d'autre part comme conséquence d'un certain accroissement de l'offre.

La réduction de l'écart entre le taux officiel et parallèle sur les marchés des changes freinèrent les fraudes à l'importation et à l'exportation, la situation du franc s'en trouva redressée.

Des événements malheureux annoncèrent l'échec de la première tentative de stabilisation ; l'extension de la rébellion en 1964 aggrava la détérioration de la production intérieure et conduisit les pouvoirs publics à augmenter les dépenses publiques affectées à la consommation sous forme de salaires.

De nouvelles pressions inflationnistes s'aggravèrent et leur permanence fut à l'origine de la grande réforme monétaire du 23 juin 1967.

## 2.2 *Tentative de 1967-1968*

Le programme de stabilisation de juin 1967 visait à assainir la situation économique et financière et à instaurer les conditions nécessaires à la relance économique.

### 221 – *Moyens utilisés*

Une gamme de mesures fut employée pour assurer la réussite de la stabilisation économique :

- la dévaluation en éliminant les écarts entre les prix officiels et les prix courants, supprima les circuits spéculatifs et instaura une nouvelle répartition des revenus au profit de l'État, des exportateurs et des secteurs productifs intérieurs.

- la création d'une nouvelle unité monétaire, le Zaire valant 1.000 FC dévalués ou 2 Dollars USA.

- l'arrêt de crédit à l'Etat et le contrôle de crédit au secteur privé afin de diminuer la masse monétaire en circulation

- la libération du commerce extérieur et du change

- la relance de la production agricole et l'amélioration des conditions de vie rurale

- la suppression du double taux de change, celui-ci décourageant les investisseurs

- le renforcement de la fiscalité

- une politique salariale rigoureuse, toutefois on admit une certaine majoration salariale pour compenser la perte immédiate du pouvoir d'achat.

### 222 – *Effets*

La dévaluation et les augmentations de salaires créèrent de nouvelles pressions inflationnistes : sur les marchés de Kinshasa, les prix de détail augmentaient de 87 % de juin 1967 à juin 1968, mais après commencèrent à baisser légèrement.

Néanmoins dans l'ensemble la réforme atteignit ses objectifs :

- 1 ) l'équilibre financier au second semestre 1967, il y eut un excédent budgétaire de 6,2 millions de Zaires. Les crédits à l'Etat en 1968 étaient restés à leur niveau 1967 et ceux du secteur privé n'avaient pas dépassé leurs plafonds.

- 2 ) l'équilibre de la Balance des Paiements

- 3 ) le redressement des secteurs en production

- 4 ) la stabilisation des prix.

23 — *La tentative à partir de 1976*

231 — *Causes de l'inflation*

Alors que les liquidités monétaires augmentent sans cesse, l'évolution du Produit intérieur brut commercialisé est caractérisées par un recul persistant depuis 1975. Ces deux phénomènes conjugués amplifient inévitablement les pressions inflationnistes.

A en croire la Banque du Zaïre, la régression de l'économie Zaïroise est due à la mauvaise conjoncture interne et à des facteurs endogènes dont essentiellement la désorganisation de l'appareil productif du pays à la suite de la mauvaise application des mesures dites de Zaïrianisation de 1973 et radicalisation de 1974 (11)

2. *Déficit persistant et progressif des F.P.  
Couvert par le financement monétaire*

Deux facteurs primordiaux sont à la base de l'aggravation du déficit budgétaire. La baisse des ressources et l'accroissement des dépenses publiques.

Selon la Banque du Zaïre, «la chute des recettes a été telle que, malgré une certaine contraction des dépenses (en 1975) par rapport au niveau atteint en 1974, les opérations du trésor se sont soldés par un déficit important.

Une telle situation a contraint à nouveau le trésor public à reporter la réalisation d'un certain nombre de projets d'investissements publics et a recouru au financement monétaire important auprès du système bancaire intérieur. Cela a, par conséquent, contribué à la prorogation des tensions inflationnistes tant par la baisse de l'offre que l'accroissement de la demande intérieure» (12).

Quant aux dépenses publiques, leur évolution défavorable est expliquée par le Commissaire d'Etat aux Finances de l'époque, le Citoyen BOFOSSA W'AMBEA NKOSO : «L'évolution des dépenses continue de subir l'impact d'une croissance inconsidérée des rémunérations, due essentiellement à une insuffisance dans le contrôle des effectifs en particulier à l'Education Nationale et dans les organismes subsidiés. D'autre part, l'assistance à des entreprises frappées par le blocus des voies d'évacuation de leurs produits d'exportations telle que la Minière de Kisenge, et la prise en charge des dépenses non prévues dans le cadre de la réalisation de certains projets d'investissements, telle que la construction de la ligne à très haute tension à courant continu INGA-SHABA, ont largement contribué à accélérer la dépense globale (13)

## Evolution du PIB commercialisé en millions de Zaires aux prix de marché de 1970

( prix constants )

Indices de volume, 1970 = 100

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
PIB	857,3	928,3	935,7	1.014,4	1.077,4	1.012	998
Indices de volume	100	108,3	109,1	118,3	125,7	118	116,4
Taux de croissance en %	--	8,28	0,8	8,4	6,2	--	6,07 (a)

Source : Rapport annuel 1975, B.2

N. B. : Les taux de croissance sont calculés sur base des chiffres de ce rapport et des statistiques de l'année 1978 qui y sont annexées.

(a) : La B.Z. dans le rapport 1975 P.XIV a avancé un taux de croissance négatif de 3 % supérieur à celui-ci trouvé sur bases des données en notre possession et fournies par la même institution.

3. L'accroissement progressif de liquidités monétaires et quasi-monétaires pour permettre à l'Etat, aux entreprises publiques et privées de faire face à leurs besoins de financement. L'augmentation de moyens de paiements (demande) contraste avec la diminution du PIB et des importations (10,9 % en 1975) en termes réels.

**Evolution des déficits de l'Etat (en millions de Zaïres)**

(opérations intégrées)

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Déficit	20,26	76,6	83,98	139,48	326,59	223,24	314,2

Source : B.Z. Rapport Annuel 1975 pp.101 et 102, + statistiques y annexées pour l'année 1976.

232 – *La stratégie de lutte anti-inflationniste*

Pour réprimer l'inflation et relancer l'économie, le Conseil Exécutif a pris deux séries de mesures en 1976 et en 1977 (14) suivies en 1978 d'un plan de redressement économique communément appelé « PLAN MOBUTU ».

1) *Les mesures de 1976*

- le réajustement du taux de change ( 1 Z = 1 DTS au lieu de 1 Z = 2 DTS précédemment ) dicté par le souci de favoriser les exportateurs en canalisant les transferts de ressources vers les secteurs d'exportation et aussi pour ramener la consommation publique et privée en termes réels au niveau de l'offre globale de biens et services.

- les restrictions des importations pour éviter d'accroître le volume d'arriérés de paiements extérieurs

- le plafonnement de l'expansion de crédits à 170 millions dont 110 millions aux entreprises et 60 millions à l'Etat

- le réaménagement de la dette extérieure par négociation multilatérale de la dette à moyen et long terme afin d'en alléger la charge en 1976 et au cours des années ultérieures

- l'aménagement des prix afin de stimuler les secteurs productifs

- le tirage auprès du FMI de 150 millions de dollars des E.U. au titre de mécanisme pétrolier, de financement compensatoire et de l'accord de crédit Stand-by.

**Evolution de la masse monétaire et du PIB commercialisé exprimé**

**aux prix constants (1970 = base)**

(en millions de Zaïre)

Année	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 oct.
PIB prix constants	857,3	928	935	1.014,4	1.077,4	1.012	998
Liquidités	227,1	241,9	288,5	392,7	557,4	594,7	775
<u>Liquidités</u> PIB constants	26,5	26	30,8	39	51	58,8	77,7

Source : Quotients liquidités/PIB calculés à partir des données du rapport annuel 1975 de la Banque du Zaïre

2) *Les mesures de 1977*

La persistance de la détérioration de la situation économique a amené les autorités Zairoises à élaborer avec le concours du FMI un deuxième programme de stabilisation dont voici les grands lignes :

— dans le domaine de Finances Publiques, la création de nouvelles taxes conjoncturelles dont notamment celles sur le café, sur la radio et la télévision, sur les boissons alcoolisées et le tabacs ; il fut également décidé l'amélioration du système de recouvrement de taxes

— concernant les crédits, il fut préconisé le freinage de leur expansion (en situant leur plafond global à 290 millions de Zaires) et la libération de taux d'intérêts des banques de dépôts pour leur permettre de tenir compte des risques des clients et de l'inflation

— interdiction de majoration de salaires

— orienter les importations vers les biens de première nécessité.

## Résultats

Le programme de stabilisation comprenant les mesures de 1976 et 1977 fut une thérapeutique utile pour redresser l'économie Zaïroise à court terme ; néanmoins il ne connut pas un véritable succès à cause de l'accroissement démesuré des liquidités dont la création dépassait les besoins de l'économie et surtout parce qu'on n'avait pas pu assurer l'abondance des biens et services qui, comme l'affirmait un jour le Citoyen NYEMBO SHABANI, alors Commissaire d'Etat à l'économie Nationale, est le meilleur remède anti-inflationniste.

Et c'est pour assurer cette abondance des biens et services que le Président-Fondateur conçut un plan qui porte son nom et dont les négociations pour son financement extérieur sont encore en cours.

### 3) Le Plan MOBUTU

S'attaquant principalement à l'offre dont l'insuffisance est la cause principale de l'inflation, le Plan MOBUTU s'articule autour des priorités suivantes :

- la réorganisation des transports
- le développement de l'agriculture
- l'optimisation de l'industrie minière
- la décentralisation économique régionale
- le management dans l'ensemble de l'appareil de l'Etat.

Le Plan MOBUTU comporte deux plans : l'un à court terme (1978-1980) vise à réduire les pressions inflationnistes et à assainir la balance des paiements, l'autre à moyen et long terme, est destiné à promouvoir les investissements et à améliorer la production des secteurs-clés : mines, transports, agriculture.

Dans le cadre du plan triennal (1978-1980), des mesures d'exécution ont été rendues publiques et certaines sont même déjà entrées dans leur phase exécutive. Nous pourrions ainsi les résumer :

- Finances Publiques : stabiliser le déficit global par l'amélioration de la gestion des fonds de l'Etat et du rendement fiscal ;
- Commerce extérieur et balance de paiements : limiter les importations aux biens de première nécessité et encourager les exportations
- Monnaie et crédit : arrêter l'accroissement rapide de la masse monétaire tout en assurant le financement des secteurs prioritaires ;
- Change : une dévaluation de 10 % dont l'effet immédiat à notre avis est d'attirer dans le pays les investissements extérieurs \*
- une gamme de mesures destinées à développer les secteurs-clés : agriculture, transports, mines.

---

\* Dans la suite il y a eu une série de dévaluations recommandées par le FMI.

*Chances de réussite du Plan MOBUTU*

Les programmes de stabilisation de 1976 et 1977 ont échoué parce qu'ils n'ont pas pu éliminer la cause principale de l'inflation, à savoir la régression continuelle de l'offre des biens et services sur les marchés.

Le Plan MOBUTU, en mettant l'accent sur le développement des secteurs-clés de production dont notamment l'Agriculture qui nourrit les 7/10 de la population, les Transports dont les déficiences handicapent la relance agricole et les Mines qui représentent une large part dans notre capacité d'importation, a de larges chances d'arrêter l'inflation et même de renverser la situation en engendrant de pressions déflationnistes ; sur le plan des faits un tel succès s'extériorisera par l'arrêt de la montée rapide des prix, et en cas de déflation, par le retour à des prix antérieurs proches des cours officiels.

Toutefois toute réussite risque d'être temporaire, passagère de nouvelles fluctuations économiques extérieures n'épargnant pas une économie Zaïroise extravertie où le premier des secteurs-clés, le secteur minier, travaille pour les besoins des économies des pays industrialisés et où la consommation des ménages et les investissements sont assurés en grande partie par les importations à l'heure actuelle.

C'est pourquoi, en vue de réaliser une stabilisation économique durable, il est impérieux de créer un cadre, des assises économiques appropriées, un tel objectif ne sera atteint que par l'abolition des structures irritées de la colonisation qui provoquent et entretiennent l'instabilité économique.

### III — CONCLUSIONS : POUR UNE TRANSFORMATION DES STRUCTURES DE L'ECONOMIE ZAÏROISE

Depuis l'indépendance l'économie Zaïroise est confrontée à une inflation sans cesse galopante ; toutes les tentatives de stabilisation économiques, de 1963 à 1977 ont échoué dans la mesure où les résultats attendus soit ne furent pas atteints, soit n'étaient que de courte durée.

Cet échec est imputable en dernière analyse aux structures économiques qui laissent l'économie Zaïroise à la merci de fluctuations extérieures provoquant tantôt l'accroissement de la demande tantôt le fléchissement de l'offre de produits sur les marchés.

C'est pourquoi nous faisons nôtre cette conclusion des responsables de la Banque du Zaïre : « Cette crise a démontré, de façon éloquente la fragilité de l'économie zaïroise, fondamentalement extravertie, et l'impossibilité pour le pays d'agir sur les éléments de la conjoncture internationale qu'il subit à chaque coup.

Les événements de ces dernières années devraient donc inciter les autorités à une plus grande vigilance et à la redéfinition de la politique économique, celle-ci devant reposer sur un plan de développement à la fois simple et cohérent» (15)

En conclusion, le plan de stabilisation actuel, bien appliqué, a beaucoup de chances de réussir car non seulement il cherche à éliminer le facteur principal intérieur générateur de l'inflation, à savoir la diminution de la production, mais aussi et surtout il est suivi d'un plan de développement économique à moyen terme (1981-1985) à qui est dévolu entre autres la tâche de restructurer notre économie, parmi les transformations structurelles, celles qui influent le plus sur la stabilisation et que nous aimerions retrouver dans le prochain plan de développement sont notamment :

31. *Les transformations dans la structure de la production intérieure .*

Le produit intérieur ne doit pas rester longtemps composé essentiellement de produits primaires ; cela est normal et compréhensible au début du développement et au lendemain de la période coloniale marquée par la division internationale du travail selon laquelle les colonies devaient produire les inputs primaires nécessaires au bon fonctionnement des industries métropolitaines. Mais on doit cependant garder à l'esprit qu'un pays qui se développe ne reste plus cantonné dans les activités primaires, il s'industrialise.

D'où au début on donne la priorité au secteur agricole, grand réservoir de matières premières et un grand débouché potentiel du secteur industriel ; progressivement on passera de l'agriculture à l'industrie, du secteur traditionnel au secteur moderne.

Ce passage présente un grand impact sur la stabilisation économique : les industries transformatrices, par rapport aux industries extractives et agricoles, influent plus sur la croissance économique et puis les prix des produits manufacturés sont plus stables que les prix des produits primaires. (16)

Comme on peut le voir sur le tableau ci-après, le secteur primaire demeure prépondérant dans l'économie Zaïroise et pour cause :

1) la valeur ajoutée du secteur primaire s'élevant à 270,6 millions de zaires (185,7 84,9) dépassent celle du secteur secondaire qui est de 257,6 millions de zaires (238,4 19,2)

2) dans la valeur du secteur secondaire, la part de la métallurgie du cuivre représente près de 50%, or même après cette métallurgie, le cuivre ne représente encore qu'une matière première pour les industries métropolitaines.

Ce travail devait logiquement être assimilé aux activités primaires et on aurait pu alors faire ressortir l'importance réelle du secteur primaire.

### 32 — *Les transformations dans les relations économiques extérieures*

En regardant la répartition géographique des exportations zairoises, on constate que l'O.C.D.E. jouit d'un quasi-monopole d'achat de produits zairois exportés : leur part est passé de 94% en 1972 à 98% en 1973 et à 99% en 1974 — bien plus, les exportations vers l'O.C.D.E. s'en vont principalement à la CEE (84% en 1973) et en particulier à l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec 49% en 1973 (17).

#### CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(en millions de Zaires à prix courant, année 1971).

1. Agriculture commercialisée	107,1
2. Extraction minière	78,6
<i>Secteur primaire</i>	185,7
3. Métallurgie	125,3
4. Industries manufacturières	57,2
5. Energie	9,8
6. Bâtiments & Travaux Publics	46,1
<i>Secteur secondaire</i>	238,4
7. Transports et Télécommunications	57,6
8. Commerce	143,1
9. Banques, assurances et autres services	111,2
<i>Secteur tertiaire</i>	311,9
<i>Production intérieure brute aux coûts des facteurs</i>	736,0
10. Fiscalité indirecte	114,5
<i>Production intérieure brute aux prix du marché</i>	850,5
11. Ensemble des services de l'Etat	134,0
<i>Produit inter. brut commercialisé</i>	984,5
12. Agriculture non commercialisée	84,9
13. Construction non commercialisée	19,2
<i>Produit intérieur brut</i>	1.088,6

Source : Banque du Zaïre. Rapport Annuel 1971-1972, p. 60.

**REPARTITION DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS  
ZAIROISES PAR PAYS DE DESTINATION OU DE  
PROVENANCE SELON LE CAS  
(en millions de Zaires courants en 1974)**

	Exportations	Importations
1. C.E.E. (9 pays)	681,8	303,3
U.E.B.L.	377,4	91,0
France	60,2	53,2
Italie	114,9	38,0
R.F.A.	54,5	72,5
Pays-Bas	31,5	21,3
Royaume-Uni	42,5	24,0
Irlande Danemark	0,2	3,3
2. Amérique du Nord	34,0	72,5
3. Japon	54,3	33,4
4. Autres pays de l'OCDE	13,6	31,0
sous-total OCDE	783,7	440,2
5. Autres pays	12,1	36,8
Total	795,8	477,0

*Source* : Banque du Zaïre. Rapport Annuel 1975, pp. 156-157.

De l'autre côté les principaux fournisseurs étrangers du Zaïre sont également ses principaux importateurs.

Une telle dépendance accentue la vulnérabilité de l'économie zaïroise, largement tributaire des fluctuations et de la domination économique de la CEE.

La stratégie à adopter consiste à diversifier les partenaires commerciaux, exportateurs et importateurs ; de cette manière la répercussion d'un marasme économique dans un pays donné sera moindre sur notre économie.

### 33. Transformations dans l'espace économique national

L'espace économique Zaïrois est bipolaire : la région du Shaba, poumon d'acier de l'économie zaïroise et la ville de Kinshasa, un réseau de complexe industriel florissant.

Qu'il s'agisse de la répartition de la main-d'œuvre salariée, des investissements, des industries implantées, de la contribution au Revenu National, etc. la part de ces deux pôles dépasse généralement 80%.

Il va s'en dire qu'un évènement frappant la ville de Kinshasa et surtout la région du Shaba destabilise pratiquement toute l'économie zaïroise, les deux guerres du Shaba et leurs répercussions sur l'économie zaïroise en sont un exemple éloquent.

Il est donc à souhaiter qu'il soit conçu une politique d'équilibre régional par le truchement notamment de la localisation des investissements privés et de la répartition géographique des projets industriels publics.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. KAWATA BUALUM —Stabiliser et combattre la hausse des prix in *Horizons* 80, No.89 du 24-31 janvier 1976
2. SALIN, P. —Economie Internationale, Tome I : Economie Financière A. Colin, Paris, avril 1974
3. MALINVZUD, E. —Initiation à la Comptabilité Nationale. INSEE, 1973, Paris.
4. MAURY, R. — Economie Politique, 3ème éd. SIREY, Toulouse, 1971
5. BANGS, R.B. —Politique financière pour les pays en voie de développement. Tendances actuelles. France, 1971.
6. DE BRUYNE, P. — Politique et gestion des Finances publiques Congolaises. Vander Editeur, Bruxelles, 1969.
7. EK HAR, B. et MAXWELL, R.B. — Politique des revenus et de l'emploi en Suède, in *Finance et Développement*, vol.10 No.3, Septembre 1973.
8. BRAUN, A.R. — Qu'est-ce que la politique des revenus et quels sont ses effets ? in *Finance et Développement*, vol. 12 No.1, mars 1975.
9. RYELANDT, B. — L'inflation en pays sous-développé. Paris, Mouton 1970.
10. I.R.E.S. — Indépendance, Inflation, développement. L'économie Congolaise de 1960 à 1965. Paris, La Haye, Mouton, 1968.

11. LUKOMO, G.C. – Change et Développement au Congo. Editions Congolia Kinshasa, 1970.
12. Rapports Annuels de la Banque du Zaïre 1974 et 1975.
13. BOFOSSA W'AMBEA – Le programme de stabilisation et Budget 1977 du Zaïre, in Elima du 12 avril 1977.
14. MURRAY de BRYCE – Guide pour l'industrialisation des pays en voie de développement. N.Y., 1965.

## SUMMARY

Since price increase has always been considered as a sign of mal-administration, anti-inflationist policy has become the priority of priorities in almost all market economy countries. Such is the case in Zaïre where three economic stabilization attempts have been tried.

In the first part of his article, the writer deals with the general aspects of political stabilization: the very nature of stabilization, the causes of inflation and the different political anti-inflationist means.

In the second part, he identifies the social classes which profit from inflation in Zaïre (importers, other traders-people, currency traffickers and loan-makers) as well as the social categories which suffer from it (export firms, local consumers and wage-cannery, foreign and local investors, the State itself).

In the third part, the writer tries to find the deep causes of the inflations which have led to the stabilization attempts of 1963–64, 1967–68 and 1976. He analyses the policies which have been used and the results obtained. He draws the conclusion that all the means which have been used to combat inflation will be inefficient or even in case they succeed, the success will be very brief because the problems of the Zairian economy are first of all structural.

In the fourth part, he gives more precision about:

- The economic structures which have an impact on stabilization and which must be transformed if the combat against inflation is to be successful;
- The changes which the structures of the home production have to undergo since it is still essentially based on primary products the fluctuation prices of which are higher than those of industrial products.
- The changes in the economic relations with foreign countries, relations directed mainly to Belgium up to now. This situation makes it easy for rapid repercussion of salary increases and other inflation factors on the Zairian economy (imported inflation) .
- The transformations in the national economic space: 8 per cent of the productive national resources are shared between the Shaba and Kinshasa regions so that as soon as one of these two regions is affected economically, the economic instability is felt throughout Zaïre.